LES ANNALES DE LA FLSH

ISSN: 3092-5851

RESEARCH ARTICLE

CEDEAO : Credibilite institutionnelle et defis securitaires en Afrique

AUTHORS

Mahamadou Samsoudine Sadio

ILMIN LIBRARY • ACADEMIC FREE ACCESS

https://ilminlibrary.com

ANNALES DE LA FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
ARCIV - N¤ 54/A 2024

SOMMAIRE

Issaga NDIAYE
Critique générique : *Frankenstein*, le Gothique et la science-fiction
Mahamadou Samsoudine SADIO
La CEDEAO au tournant du 21ème siècle : entre préservation de crédibilité institutionnelle et gestion de défis sécuritaires
Mouhamadou Alpha CISSÉ
La purification de l'âme à travers les écrits d'El Hadji Omar Foutiyou Tall
Seydi Diamil NIANE
Aḥmad Al-Tijānī (D.1815) and Muḥammad Ibn Al-'Arabī Al-Damrāwī (D.1789): The Ambiguity Of A Relationship Between Master And Disciple In The Earliest Days Of The Tijāniyya
Audrey DA ROCHA
Corps et langue du sujet féminin postcolonial, entre subversion et aporie les nuits de Strasbourg d'Assia Djebar
Alioune Badara DIANÉ
Senghor, Valéry et les cimetières marins
Diouma FAYE
Métatextualité et co(n)texte d'écriture dans *Sabaru Jinne* de Pape Samba Kane
Oussa Kouadio Hermann KONAN
Le discours rapporte et la question de l'ethos discursif dans *la Bible et le fusil* (Maurice Bandaman)
Phyllis TAOUA
De la parole vive et de la sensibilisation de la jeunesse africaine a la justice sociale et écologique
Serigne Mor MBOW
Rabelais et le langage : entre quête utopique de la vérité et diversité des styles dans *le tiers livre* et *le quart livre*
Diokel SARR
Montaigne surréaliste : quand le quotidien nourrit l'intuition et le hasard dans les *Essais*
Mouhamadou Ibrahima SOW
Le surréalisme de 1924 : structure et fonctionnement
Cheikh Anta BABOU et Aliou POUYE
La coopération universitaire entre l'Allemagne et le Sénégal : l'exemple de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Mouhamadou Moustapha THIOUNE
Le jeu des voix narratives à travers le prisme de l'intermédialité dans *la Celestina* de Fernando de Rojas

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

ANNALES DE LA FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES - DAKAR

Nº 54/A - *ARCIV*

ISSN 0850-1254

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines

ARCIV

ARTS, CULTURES ET CIVILISATIONS

NOUVELLE SÉRIE

Nº 54/A 2024

FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

ISSN 0850-1254

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines

ARCIV

ARTS, CULTURES, CIVILISATIONS

NOUVELLE SÉRIE
Nº 54/A 2024
FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Arts, Cultures, Civilisations (*ARCIV*)

PRÉSIDENT : Alioune Badara KANDJI, Doyen de la Faculté
DIRECTEURS : Alioune Badara DIANÉ et Mariama GUEYE
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Moussa SAGNA

COMITÉ SCIENTIFIQUE
Alain Laurent ABOA (Université Félix Houphouët- Boigny)
Amadou Oury BA (Université Cheikh Anta Diop de Dakar)
Tania COLLANI (Université Haute Alsace)
Bruna CONCONI (Université de Bologne)
Mamadou FAYE (Université Cheikh Anta Diop de Dakar)
El Hadji Cheikh KANDJI (Université Cheikh Anta Diop de Dakar)
Djibril MBAYE (Université Cheikh Anta Diop de Dakar)
Yvon Pierre NDONGO-IBARA (Université Marien Ngouabi)
Malick NDOYE (Université Cheikh Anta Diop de Dakar)
Pierre SAMBOU (Université Cheikh Anta Diop de Dakar)
El Hadji Omar THIAM (Université Cheikh Anta Diop de Dakar)
Vidya VENCATESAN (Université de Mumbay)

Les *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines* ont pour fonction essentielle de refléter la diversité et le dynamisme de la Faculté en permettant aux membres du corps enseignant de faire connaître les résultats de leurs recherches. Elles peuvent aussi accueillir des contributions de collaborateurs extérieurs.

Les manuscrits doivent être soumis en trois exemplaires accompagnés d'un résumé (de 15 lignes au maximum) en français et en anglais. Il faut également joindre aux textes une version électronique saisie sur P.C. Les manuscrits refusés ne sont pas renvoyés aux auteurs.

Annales de la Faculté
des Lettres et Sciences Humaines
Université Cheikh Anta Diop de Dakar

DAKAR
PRESSES UNIVERSITAIRES DE DAKAR

ANNALES DE LA FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
Arts, Cultures, Civilisations (*ARCIV*), n°54/A, 2024

TABLE DES MATIÈRES

LANGUE, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS ANGLOPHONES

Issaga NDIAYE
Critique générique : *Frankenstein*, le Gothique et la science-fiction……..5

Mahamadou Samsoudine SADIO
La CEDEAO au tournant du 21ème siècle : entre préservation de crédibilité institutionnelle et gestion de défis sécuritaires……..15

LANGUE, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS ARABES

Mouhamadou Alpha CISSÉ
La purification de l'âme à travers les écrits d'El Hadji Omar Foutiyou Tall…….35

Seydi Diamil NIANE
Aḥmad Al-Tijānī (D.1815) and Muḥammad Ibn Al-'Arabī Al-Damrāwī (D.1789): The Ambiguity Of A Relationship Between Master And Disciple In The Earliest Days Of The Tijāniyya…….....53

LANGUE, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS FRANCOPHONES

Audrey DA ROCHA
Corps et langue du sujet féminin postcolonial, entre subversion et aporie les nuits de Strasbourg d'Assia Djebar…….67

Alioune Badara DIANÉ
Senghor, Valéry et les cimetières marins……83

Diouma FAYE
Métatextualité et co(n)texte d'écriture dans *Sabaru Jinne* de Pape Samba Kane……105

Oussa Kouadio Hermann KONAN
Le discours rapporte et la question de l'ethos discursif dans *la Bible et le fusil* (Maurice Bandaman)……119

Phyllis TAOUA
De la parole vive et de la sensibilisation de la jeunesse africaine a la justice sociale et écologique……...129

LANGUE, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS FRANÇAISE

Serigne Mor MBOW
Rabelais et le langage : entre quête utopique de la vérité et diversité des styles dans *le tiers livre* et *le quart livre*……...141

Diokel SARR
Montaigne surrėaliste : quand le quotidien nourrit l'intuition et le hasard dans les *Essais*……..155

Mouhamadou Ibrahima SOW
Le surréalisme de 1924 : structure et fonctionnement……..173

LANGUE, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS GERMANIQUES

Cheikh Anta BABOU et Aliou POUYE
La coopération universitaire entre l'Allemagne et le Sénégal : l'exemple de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar……..187

LANGUE, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS ROMANES

Mouhamadou Moustapha THIOUNE
Le jeu des voix narratives à travers le prisme de l'intermédialité dans *la Celestina* de Fernando de Rojas……201

LA CEDEAO AU TOURNANT DU 21ÈME SIÈCLE : ENTRE PRÉSERVATION DE CRÉDIBILITÉ INSTITUTIONNELLE ET GESTION DE DÉFIS SÉCURITAIRES

Mahamadou Samsoudine SADIO*

Résumé : Depuis près d'une décennie maintenant, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) connaît des bouleversements dans sa manière d'évaluer ou d'agir sur les conflits au sein des pays déchirés par les conflits. Parfois, la population applaudit aux décisions prises contre un pays, parfois, elle ne comprend rien à certaines décisions prises contre un autre pays membre de l'instance. Cet article explore et analyse les défis liés aux conflits auxquels la CEDEAO est confrontée, avec un accent particulier sur le dilemme entre préserver la crédibilité institutionnelle et gérer les défis de sécurité. Il vise également à examiner comment la CEDEAO jongle avec ces aspects complexes, notamment son rôle de médiateur, sa promotion de la démocratie et son engagement à garantir la stabilité régionale, tout en faisant face à des problèmes de sécurité susceptibles de compromettre ces objectifs, comme perspectives et recommandations pour améliorer la capacité de la CEDEAO à relever ces défis sont identifiés. Pour adopter une approche critique pour évaluer les actions passées de la CEDEAO, tout en mettant en évidence les succès, les lacunes et les domaines à améliorer, nous utilisons une analyse critique comme méthodologie. Les résultats attendus, qui devraient contribuer à une meilleure compréhension des enjeux complexes auxquels est confrontée la CEDEAO et fournir des informations utiles aux décideurs, chercheurs et autres parties prenantes intéressés par la paix, la sécurité et la gouvernance démocratique dans la région, comprennent : l'identification de défis, l'évaluation de l'efficacité des mécanismes existants, l'impact sur la crédibilité institutionnelle, les meilleures pratiques et les lacunes, et les perspectives d'avenir.
Mots-clés : CEDEAO – Conflits – Crédibilité institutionnelle – Sécurité – Démocratie.

***Abstract**: For almost a decade now, the Economic Community of West African States (ECOWAS) has been undergoing upheavals in the way it assesses or acts on conflicts within the organization's conflict-torn countries. Sometimes, the population applauds the decisions taken against one country, sometimes, it understands nothing about some r decisions taken against another member country of the body. This article both explores and analyzes the conflict-related challenges facing ECOWAS, with particular emphasis on the dilemma between preserving institutional credibility and managing security challenges. It also aims to examine how ECOWAS juggles these complex aspects, including its role as a mediator, its promotion of democracy, and its commitment to guarantee regional stability, while facing security problems that may*

* Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal).

compromise these objectives as perspectives and recommendations to improve ECOWAS's ability to meet these challenges are identified. To adopt a critical approach to assessing past ECOWAS actions, while highlighting successes, shortcomings, and areas for improvement, we use a critical analysis as a methodology. The expected results, which should contribute to a better understanding of the complex issues facing ECOWAS and provide useful information for decision-makers, researchers, and other stakeholders interested in peace, security, and democratic governance in the region, include: the identification of specific challenges, the assessment of the effectiveness of existing mechanisms, the impact on institutional credibility, the best practices and gaps, and the future perspectives.
Keywords: *ECOWAS – Conflicts - Institutional credibility – Security - Democracy.*

INTRODUCTION

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), couvrant une superficie de 5 113 000 km² et regroupant une population de 386,8 millions d'habitants, s'est imposée comme un acteur incontournable dans la gestion des conflits en Afrique de l'Ouest. Depuis sa création en 1975, cette organisation régionale s'est illustrée par son rôle dans la résolution de crises majeures, notamment au Libéria, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et au Mali, contribuant ainsi à la stabilisation et à la reconstruction de la région (Adebajo, 2002). Initialement axée sur la coopération économique et commerciale, la CEDEAO a progressivement élargi son mandat pour inclure des objectifs politiques et sécuritaires, affirmant son ambition d'intégration régionale (Bach, 1999).

Cependant, au tournant du 21e siècle, la CEDEAO fait face à une multitude de défis qui mettent à l'épreuve sa crédibilité institutionnelle. Les coups d'État successifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger, couplés aux crises sécuritaires croissantes dues au terrorisme, aux trafics transfrontaliers et à la criminalité organisée, révèlent les limites de ses mécanismes d'intervention (Ero, 2020). En outre, des critiques émergent concernant la légitimité de ses décisions et leur réception par les populations concernées, amplifiées par les rivalités et divergences politiques entre États membres (Aning & Bah, 2009). Ces problématiques soulèvent des interrogations sur l'efficacité et l'autorité de la CEDEAO dans un contexte régional de plus en plus complexe.

Pour appréhender ces enjeux, cette étude s'appuie sur une revue de littérature qui explore les dynamiques de l'intégration régionale et les défis sécuritaires en Afrique de l'Ouest. Des travaux tels que ceux de Kodjo (2011), qui mettent en lumière les tensions entre les mandats économiques et sécuritaires de la CEDEAO, ainsi que ceux de Francis (2009) sur les interventions en matière de sécurité collective, offrent une base critique pour

cette réflexion. Sur le plan théorique, nous mobilisons le cadre conceptuel du régionalisme africain, qui examine les interactions entre les organisations régionales, les États membres et les acteurs internationaux. Les théories de la gouvernance régionale et de la sécurité collective sont également utilisées pour éclairer les stratégies de réponse aux défis sécuritaires (Hurrell, 1995).

Méthodologiquement, cette recherche repose sur une analyse qualitative combinant études de cas et collecte de données. Des données primaires, issues de rapports officiels et de déclarations publiques de la CEDEAO, sont croisées avec des analyses secondaires provenant de publications académiques et de revues spécialisées. Les interventions dans les crises récentes, telles que celles au Mali et en Guinée, servent d'exemples pour comprendre les succès et les limites des approches institutionnelles (Onuoha, 2013).

Ainsi, cette introduction pose les jalons d'une réflexion approfondie sur les tensions entre la préservation de la crédibilité institutionnelle de la CEDEAO et la gestion des défis sécuritaires dans la sous-région. Cette recherche explore comment l'organisation peut renforcer son rôle en tant que garant de la paix et de la stabilité, tout en répondant aux attentes d'une région en mutation rapide.

I- Les pièges de la CEDEAO face à la gestion des conflits et des défis sécuritaires.

Les pièges auxquels la CEDEAO fait face dans la gestion des conflits et des défis sécuritaires en Afrique de l'Ouest se manifestent à plusieurs niveaux. Sur le plan institutionnel, le chevauchement des mandats entre intégration économique et sécurité régionale, combiné à un déficit chronique de ressources, limite son efficacité et la rend dépendante de bailleurs externes. Politiquement, les rivalités entre États membres et les perceptions de partialité, notamment dans la gestion des récents coups d'État, affaiblissent la cohésion et la légitimité de l'organisation. Opérationnellement, les menaces modernes, comme le terrorisme et les trafics transfrontaliers, dépassent souvent les capacités de réponse de la CEDEAO, tandis que les attentes croissantes des populations exposent davantage ses failles. Ces dynamiques complexes, loin de constituer de simples défis, agissent comme des pièges systémiques qui entravent sa capacité à remplir efficacement son double rôle de garant de la stabilité et de moteur d'intégration régionale.

Il faut rappeler que la CEDEAO compte aujourd'hui 15 pays membres que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria,

le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo[1]. Cependant, les pièges auxquels la CEDEAO est confrontée en ce qui concerne la gestion des conflits sont d'une complexité incontestable. Tout en aspirant à devenir un pilier régional de la paix et de la stabilité, l'organisation se trouve face à des obstacles multiformes qui entravent la réalisation de ses objectifs. Les conflits en Afrique de l'Ouest se sont diversifiés et intensifiés au fil des années, allant des conflits ethniques et religieux et des menaces posées par les groupes armés non étatiques. En outre, les rivalités géopolitiques, les intérêts divergents des États membres, les limites de la souveraineté nationale et la difficulté à harmoniser les stratégies de gestion des crises sont autant d'éléments qui compliquent la tâche de la CEDEAO.

L'un des pièges majeurs auquel fait face l'organisation est la nécessité de trouver un équilibre entre son rôle de médiateur dans les conflits et le respect de la souveraineté nationale des États membres. Comment la CEDEAO peut-elle intervenir de manière efficace dans des situations de crise tout en évitant d'être perçue comme une force « néocoloniale » ? Ce dilemme complexe soulève des questions essentielles quant à l'autorité et à la légitimité de l'organisation. L'un des cas que nous avons en souvenir presque récent c'est celui de la Gambie avec comme président Yaya Jammeh La CEDEAO, dans le but de restaurer la démocratie, aurait pris toutes les dispositions légales avant de prendre une action comme l'explique Hartmann :

> *ECOWAS managed to "restore democracy" in the country by using the threat of force, but without any use of direct physical violence. Both the African Union and the United Nations Security Council backed ECOWAS, which also gave ECOWAS legitimacy, for what was essentially ECOWAS's policy, and indeed an African solution to African problems*[2].

[1] Cependant, le dimanche 28 janvier, les autorités militaires au pouvoir au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont annoncé le retrait de leur pays, « avec effet immédiat », selon tv5. https://information.tv5monde.com/afrique/le-burkina-faso-le-mali-et-le-niger-quittent-la-cedeao-2706966.

[2] Hartmann, C. (2017). *ECOWAS and the Restoration of Democracy in the Gambia*. Africa Spectrum, 52(1), 85-99. https://doi.org/10.1177/000203971705200104. Ma traduction : « La CEDEAO est parvenue à « restaurer la démocratie » dans le pays en recourant à la menace de la force, mais sans recourir à la violence physique directe. L'Union africaine et le Conseil de sécurité des Nations unies ont soutenu la CEDEAO, ce qui lui a donné une légitimité pour ce qui était essentiellement la politique de la CEDEAO, et en fait une solution africaine à des problèmes africains.»

Hartmann souligne le succès de la CEDEAO dans la résolution de la crise politique en Gambie en 2017, où elle a rétabli la démocratie sans recourir à la violence physique directe, mais en s'appuyant sur une pression militaire crédible. Cette stratégie repose sur une diplomatie musclée qui a combiné la menace explicite d'intervention militaire avec des négociations intensives pour contraindre Yahya Jammeh, le président sortant refusant de céder le pouvoir après sa défaite électorale, à quitter ses fonctions. Le soutien explicite de l'Union africaine (UA) et du Conseil de sécurité des Nations unies a renforcé la légitimité de cette démarche, soulignant une rare convergence entre les organisations internationales et régionales. Hartmann met ainsi en avant l'importance du cadre régional pour résoudre les crises africaines, tout en montrant que l'appui d'acteurs globaux peut valider et amplifier les solutions régionales, dans l'esprit de la philosophie d'une « solution africaine à des problèmes africains ». Cette approche démontre la capacité de la CEDEAO à jouer un rôle de leader dans la gestion pacifique des transitions démocratiques en Afrique de l'Ouest.

Ici, l'expression « restaurer la démocratie » a son sens d'autant plus que l'histoire récente de la Gambie a été marquée par le règne jugé «autocratique» du président Yaya Jammeh, dont le régime est caractérisé par des violations des droits de l'homme selon le rapport de l'Amnesty International[3], des fraudes électorales et la répression de la dissidence politique. Le nouveau régime dirigé par président Adama Barrow est confronté à la tâche ardue de restaurer la démocratie. Pour comprendre l'ampleur des défis à relever afin de restaurer la démocratie, il est essentiel de replacer l'ère Jammeh dans son contexte. Celui-ci est caractérisé par un mépris flagrant des principes démocratiques, le musellement des médias et la suppression systématique des voix de l'opposition. Le départ du président Jammeh a laissé un paysage politique fracturé et une population désillusionnée. Les principales priorités deviennent alors la réforme constitutionnelle, la restructuration électorale et l'obligation de rendre compte des violations des droits de l'homme commises dans le passé. L'engagement du gouvernement en faveur de l'inclusion et de la réconciliation nationale a joué un rôle essentiel dans la promotion de l'unité.

[3]https://www.amnesty.org/fr/location/africa/west-and-central-africa/gambia/, consulté le 12/09/2023 à 16:40

C’est pour ainsi dire que la communauté internationale a joué un rôle crucial en soutenant ; d’abord l’intervention militaire de la CEDEAO, et ensuite la transition de la Gambie vers la démocratie. Les pressions diplomatiques, l'assistance économique et la collaboration avec les organisations régionales ont témoigné d'un engagement collectif en faveur de la reconstruction du pays. L'implication d'acteurs internationaux, tels que les Nations unies, la CEDEAO et l'Union africaine, a fourni à la Gambie les outils et les ressources nécessaires pour naviguer sur le chemin complexe de la démocratie. Enfin, il est aussi important de rappeler que la résilience de la société civile gambienne s'est révélée être une force motrice dans la restauration de la démocratie. Les activistes, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme ont joué un rôle déterminant en exposant la vérité sur le régime de Jammeh et en plaidant pour le retour aux valeurs démocratiques. Leurs efforts collectifs ont contribué à mieux informer les citoyens et à renforcer la demande de transparence et de responsabilité.

L'absence d'une approche concertée peut affaiblir la crédibilité de l'organisation sur la scène internationale. Les rivalités, surtout entre voisins directs, ont toujours crée des tensions gérées avec difficulté. C’est le cas du conflit casamançais**.** L’épicentre du système de conflits de la zone sénégambienne se situe au niveau de la Casamance, une e région sénégalaise marquée par l’activisme intermittent du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), fondé en 1982 et revendiquant l’indépendance de la Casamance. Si le conflit casamançais, opposant les forces armées sénégalaises à la rébellion indépendantiste du MFDC, est d’abord une crise interne, ses répercussions affectent également les États frontaliers que sont la Gambie et la Guinée-Bissau. Par ailleurs, différents enjeux sécuritaires existent indépendamment du conflit mais interagissent avec lui. Il s’agit du trafic de drogue, de la criminalité transfrontalière, de la prolifération des armes légères ou de l’instabilité politique. La dimension sous-régionale et transnationale du conflit casamançais rend la coopération nécessaire entre les trois États de la zone pour un règlement durable du conflit.

En effet, le conflit en Casamance est déterminé par un ensemble complexe de facteurs géopolitiques, économiques et socio-culturels. D’un point de vue géopolitique, la région de Casamance est placée dans une situation d’isolement par rapport au reste du Sénégal, de par sa localisation entre la Gambie et la Guinée-Bissau. Sous ce rapport, cette situation géographique n’a pas aidé dans la gestion de ce conflit. Tout d’abord, le voisinage de l’État fragile qu’est la Guinée-Bissau complique la possibilité de résolution du conflit du fait de l’instabilité chronique à laquelle le pays fait

face depuis son indépendance. La porosité de la frontière bissau-guinéenne offre des ressources au MFDC pour l'approvisionnement en armes et la constitution de bases arrière hors de la zone d'intervention de l'armée sénégalaise. Par ailleurs, l'État sénégalais entretient avec la Gambie des relations complexes, parfois tendues, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Yaya Jammeh en Gambie en 1994. En dépit de sa coopération officielle avec Dakar pour le retour de la paix en Casamance, le président Jammeh est accusé de soutenir la branche armée du MFDC de Salif Sadio[4]. Or, la coopération entre la Gambie et le Sénégal apparaît comme l'une des conditions nécessaires au désenclavement de la Casamance et à la résolution du conflit casamançais. Le contexte géopolitique de la région dans le système de conflits de la zone sénégambienne expose donc ce territoire à l'instabilité de ses voisins ainsi qu'aux multiples trafics et mouvements de populations. Aliou SOW, dans son ouvrage intitulé *Système de conflits et gouvernance sécuritaire en Sénégambie : rôles, responsabilités et perspectives des forces armées et de la CEDEAO,* aborde, entre autres, la problématique dans l'espace de la Sénégambie, les conflits et les forces armées. Il indique que des conflits localisés peuvent amener à des répercussions et des prolongements aux niveaux national et sous régional, accompagnés d'un effet de contagion. Dans son analyse, il situe une partie de ces causes lointaines dont les conséquences psychosociologiques sévissent toujours en ces termes :

[4] Salif Sadio est un chef militaire et une figure influente du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), un groupe séparatiste qui lutte depuis 1982 pour l'indépendance de la région de la Casamance, au sud du Sénégal. Originaire de cette région, il est l'un des dirigeants les plus radicaux du mouvement, connu pour son opposition aux accords de paix jugés insuffisants ou contraires aux intérêts des combattants. Sadio est associé à l'aile militaire du MFDC et est accusé de diriger des opérations armées et d'être impliqué dans des activités comme le trafic de bois ou d'armes pour financer le mouvement. Bien que les gouvernements sénégalais successifs aient tenté de négocier avec les différentes factions du MFDC, Salif Sadio a souvent adopté une position intransigeante, compliquant les efforts de paix. Toutefois, son influence reste cruciale pour toute résolution durable du conflit en Casamance.

> […] Ce fait colonial est à la base de multiples situations conflictuelles postcoloniales. Pire encore, même dans la période postindépendance, des manœuvres impérialistes et néocolonialistes de nature à saper l'unité des peuples homogènes repartis entre les trois États, l'entente et la confiance mutuelle entre les dirigeants politiques, d'une part, et entre ces derniers et leurs opposants d'autre part ou parfois même entre les opposants ont engendre maintes formes et natures de conflits intérieurs[5].

Par ailleurs, la Sénégambie est une zone de circulation des armes légères. Les armes proviennent en grande partie des stocks hérités de la guerre civile bissau-guinéenne ainsi que du trafic organisé depuis le Libéria et la Guinée Bissau. Elles circulent entre la Gambie, la Casamance et la Guinée-Bissau et participent à la menace sécuritaire sous-régionale. Les conséquences de la guerre libyenne et de la déstabilisation de la bande sahélienne, et notamment du Mali depuis le coup d'État du 22 mars 2012, font craindre un accroissement de la circulation des armes qui pourraient transiter par la Mauritanie ou par l'est du Sénégal pour alimenter la rébellion casamançaise. C'est pour cela que Marc Mémier a établi dans ses recherches que :

> La guerre civile et l'intervention occidentale en Libye constituent des facteurs aggravants favorables au renforcement des groupes terroristes et mouvements criminels qui sévissent dans le Sahel, en particulier d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Ainsi, il est aujourd'hui avéré qu'AQMI a profité de la crise libyenne pour s'approvisionner en armes, y compris en armes lourdes, ainsi que renforcer ses bases dans la région[6].

Les trafics de drogue et d'armes dans la zone sénégambienne contribuent à la prolongation du conflit casamançais et donc à l'instabilité de l'ensemble de la zone sénégambienne. En effet, ils permettent aux combattants du MFDC de basculer dans des activités criminelles génératrices de revenus et de renforcer leurs capacités de combats[7]. Enfin, ces trafics et la criminalité transfrontalière qui en découle constituent des facteurs de déstabilisation du pouvoir politique des États et posent des obstacles évidents au développement économique et social de la sous-région (violence, corruption, utilisation des terres arables, culture de stupéfiants, etc.). Donc après le Sénégal, la Gambie et la Guinée Bissau subissent les préjudices issus du conflit Casamançais.

---

[5] Aliou SOW, *Système de conflits et gouvernance sécuritaire en Sénégambie : rôles, responsabilités et perspectives des forces armées et de la CEDEAO*, L'Harmattan, Paris, 2017. p. 51.

[6] Marc Mémier, *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal*, In groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, 2011, p. 14.

[7] Rapport Afrique n°234 | 14 avril 2016 : Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest.

En outre, la montée en puissance de groupes armés transnationaux, tels que Boko Haram et les milices djihadistes au Sahel, présente un défi sécuritaire majeur pour la CEDEAO. Ces groupes opèrent au-delà des frontières nationales, affaiblissant ainsi l'efficacité des réponses nationales et régionales. La CEDEAO doit donc relever le défi de la coordination sécuritaire, tout en s'efforçant de maintenir la cohésion et la « lucidité » au sein de l'organisation.

II- La CEDEAO, aux prises avec une crédibilité institutionnelle en jeu.

La crédibilité institutionnelle de la CEDEAO est mise en jeu par plusieurs facteurs qui fragilisent son image et son efficacité. Tout d'abord, ses interventions sont souvent perçues comme biaisées ou influencées par les intérêts de certains États membres dominants, comme le Nigéria, ce qui alimente des accusations de partialité et d'ingérence. Ensuite, la gestion controversée des récents coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger a révélé des limites dans sa capacité à imposer des sanctions cohérentes et à rétablir l'ordre constitutionnel, renforçant un sentiment de défiance parmi les populations et les gouvernements concernés. Par ailleurs, la lenteur de ses réponses face aux crises sécuritaires, combinée à un manque de ressources financières et opérationnelles, compromet son efficacité sur le terrain. Enfin, l'incohérence entre son discours d'intégration régionale et ses actions, souvent marquées par des rivalités politiques internes et une faible coordination, affaiblit son autorité. Ces éléments cumulés nourrissent des doutes croissants sur la capacité de la CEDEAO à agir comme un arbitre impartial et efficace dans la région.

C'est cela que pour que la CEDEAO maintienne sa crédibilité institutionnelle tout en relevant les défis sécuritaires qui se dressent devant elle, plusieurs stratégies et moyens peuvent être explorés. Il lui faut le renforcement de la médiation et de la diplomatie préventive pour continuer à jouer un rôle actif en tant que médiateur neutre dans les conflits régionaux. Cela implique d'investir dans des mécanismes de médiation solides et de promouvoir la diplomatie préventive pour anticiper les conflits potentiels et les désamorcer avant qu'ils ne prennent de l'ampleur. Dans le même sillage, la coopération internationale accrue doit être renforcée avec les organisations internationales, telles que l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et d'autres acteurs régionaux et internationaux. Une collaboration étroite permettrait de mobiliser des ressources et des expertises supplémentaires pour faire face aux défis sécuritaires. C'était le cas en Guinée-Bissau, l'intervention de la CEDEAO en 1999 a permis de mettre fin aux combats et le retour des

hommes du MFDC qui étaient partis combattre au côté du général Mané suite à la pression du Président Abdou Diouf[8].

En 2006, avec l'appui du Sénégal et même de la CEDEAO, selon le rapport de International Crisis Group, l'offensive menée par le général guinéen, Batista Tagme Na Waie, a permis de repousser le conflit vers la frontière avec la Gambie. Mais, il va naitre une autre forme de banditisme à l'intérieur des frontières sénégambiennes. La Guinée est devenue une plaque tournante de trafic dès 2007[9]. Afin de soutenir la transition et de faciliter le retrait de la mission militaire angolaise, qui s'était achevée dans le calme le 9 juin 2012, la CEDEAO a déployé un contingent de 629 policiers et militaires (la mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau, ou ECOMIB), pour fournir une assistance en matière de réforme du secteur de la sécurité[10].

La Gambie, sous le régime de Yahya Jammeh, a effectivement joué un rôle ambigu dans le conflit en Casamance, alimentant des tensions persistantes avec le Sénégal. En 2011, la déclaration de soutien de Jammeh au Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC), combinée à des incidents tels que l'exécution de civils sénégalais en 2012, a contribué à détériorer les relations entre les deux pays (Evans, 2012). La proximité géographique entre la Gambie et la Casamance, renforcée par des frontières poreuses, a permis au MFDC, notamment sous la direction de Salif Sadio, de se repositionner stratégiquement dans cette zone après leur expulsion de la frontière bissau-guinéenne en 2006 (Foucher, 2007). Plusieurs chercheurs et analystes, tels que Lambert (2016), ont souligné le rôle de la Gambie comme base arrière logistique et politique pour le MFDC, avec des allégations de soutien direct sous la forme d'approvisionnement en armes et de facilitation de mouvements transfrontaliers. Cette situation a consolidé la frontière Gambie-Casamance comme un épicentre des affrontements armés, compliquant davantage les efforts du Sénégal pour stabiliser la région.

---

[8] Gilles Olakounlé Yabi, *Le rôle de la CEDEAO dans la gestion des crises politiques et des conflits : cas de la Guinée et de la Guinée-Bissau*, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Régional, Abuja, 2010, p. 17.

[9]https://www.jeuneafrique.com/depeches/111532/politique/guinee-bissau-election-presidentielle-apres-des-assassinats-en-serie-2/,

[10] Rapport Afrique N°234 | 14 avril 2016 : Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest, p.11

En 2010, la saisie d'une cargaison d'armes au Nigeria qui aurait pour destination les combattants du MDFC via la Gambie alimente les tensions entre les deux États, le Sénégal et la Gambie. Le 24 février 2011, ces derniers ont décidé de renforcer leur partenariat en matière de sécurité avec la création de patrouilles conjointes à la frontière casamançaise. Cet engagement est né du travail de la Commission consultative de coopération sénégalo-gambienne, dont les travaux ont pris fin en février 2011. Les deux États ont ainsi affirmé leur volonté de s'allier dans la lutte contre la criminalité transfrontalière. Sous ce rapport, peu après son élection, Macky Sall avait opéré son premier voyage officiel à l'étranger en Gambie à la mi-avril 2012. À cette occasion, un protocole de coopération pour le retour de la paix en Casamance avait été signé. Toutefois, les épisodes récents des armes iraniennes et de l'exécution des condamnés à mort par Yaya Jammeh ont profondément dégradé les relations entre Banjul et Dakar rendant difficile une véritable coopération internationale.

À l'instar de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, le trafic de drogue et d'armement se développe en Gambie depuis plusieurs années. Une descente des forces de sécurité au mois de juin 2010 a permis la saisie de deux tonnes de cocaïne, d'importantes quantités d'argent et d'armes, et l'arrestation de douze personnes. Les rapports des services de renseignement et les dernières saisies effectuées laissent à penser que le pays est devenu une voie d'accès de la drogue qui transite par l'Afrique de l'Ouest et menace la stabilité de toute la sous-région. Le Sénégal et la CEDEAO pointent du doigt le dirigeant gambien, Yaya Jammeh. La stabilité de la Sénégambie doit donc passer par un départ inéluctable du président Jammeh. En Janvier 2017, il fut déchu lors de l'élection présidentielle par son adversaire Adama Barrow. Le refus de Yaya Jammeh de reconnaître sa défaite et de quitter le pouvoir semble un prétexte d'un départ forcé du président gambien. La CEDEAO, picotée par le Sénégal, décide d'une intervention militaire en Gambie. Le déploiement de cette force internationale sous-régionale oblige finalement Jammeh à quitter le pays. Dans tous ces deux cas (Guinée-Bissau et la Gambie), les interventions de la CEDEAO semblent avoir un double sens. La priorité dans la résolution du conflit casamançais est d'atteindre la stabilité politique et la réduction des trafics dans l'espace sénégambien. Cela doit impérativement passer par la stabilité politique en Guinée-Bissau et l'installation d'un régime démocratique en Gambie.

Mais, ces politiques du Sénégal et de la CEDEAO ont bien des contingences graves. La gestion donc de la crise casamançaise par la CEDEAO n'est pas directe et ne s'est pas effectuée au Sénégal. L'intervention de la CEDEAO avait également pour objectif de stabiliser le pays et, par conséquent, de mettre fin à un conflit à la frontière avec le Sénégal. Toujours dans le cadre de sa crédibilisation, il est essentiel que les États membres de l'organisation sous régionale harmonisent leurs politiques et leurs stratégies de sécurité, en vue d'une réponse plus coordonnée et plus efficace aux conflits régionaux. Cela nécessite un engagement politique fort et la mise en place de mécanismes permettant de surmonter les divergences. Pour ce qui est du renforcement des capacités de sécurité, La CEDEAO devrait investir dans le renforcement des capacités de ses forces de maintien de la paix et des structures de sécurité régionales. Cela inclut la formation, l'équipement et la mise en place d'unités spécialisées pour faire face aux menaces spécifiques, telles que le terrorisme et l'extrémisme violent.

Qu'en est-il de la promotion de la bonne gouvernance et de l'état de droit ? La CEDEAO peut contribuer à la prévention des conflits en encourageant la bonne gouvernance, la démocratie et le respect de l'état de droit au sein de ses États membres. Des institutions fortes et transparentes sont essentielles pour prévenir les crises. La CEDEAO devrait favoriser la sensibilisation et la participation active de la société civile, des femmes et des jeunes dans les processus de paix et de sécurité. L'implication de ces acteurs peut renforcer la légitimité de ses initiatives et contribuer à des solutions durables. Aliou Sow, développant les explications de l'ancien Président du Sénégal dans son ouvrage, insiste sur le fait que les jeunes ne doivent aucunement constituer un problème mais plutôt une solution car, selon lui, « la disponibilité de notre jeunesse a plus de valeurs que les milliards de l'étranger »[11]. Cette citation met en lumière la valeur intrinsèque de la jeunesse africaine et souligne l'importance de son engagement et de sa disponibilité dans la construction d'un avenir prospère pour le continent. Sow met l'accent sur la disponibilité, la volonté et l'engagement des jeunes africains envers des causes qui impactent positivement leurs communautés et leur continent. Cela suggère une attitude proactive, une ouverture au changement et un désir de contribuer activement au développement de leur société. Martin Meredith

[11] Aliou Sow, *Postcolonial Mind, Identities and Postcolonial Communication in Africa*, Les impliqués Editeur, Paris, 2018, p. 109.

recommande que "*in place of Big Man rule come Big Man democracy, with little difference between the two*"[12].

Sow souligne également la richesse intrinsèque et la qualité morale de la jeunesse africaine. Au-delà des considérations financières, la valeur évoquée ici pourrait se référer à des principes tels que l'altruisme, la solidarité, le sens de la responsabilité, et la volonté de faire preuve d'initiative pour créer un impact positif. En mettant en avant l'idée selon laquelle la jeunesse, comme un capital humain local, lorsqu'il est mobilisé et mis à profit de manière effective, peut surpasser l'impact potentiel des milliards de dollars provenant de l'étranger. Cela suggère ainsi l'importance de favoriser les compétences, les talents et les ressources locales pour le développement durable du continent. Mais pour cela il faudra également que la CEDEAO mette en place un mécanisme d'évaluation périodique de ses politiques et de ses actions en matière de gestion des conflits. Cela permettrait d'ajuster et d'améliorer continuellement ses approches en fonction de l'évolution des défis sécuritaires. En somme, la crédibilité institutionnelle de la CEDEAO dépendra de sa capacité à s'adapter de manière proactive aux défis sécuritaires en constante évolution tout en maintenant son engagement en faveur de la paix et de la stabilité dans la région. En explorant ces moyens, l'organisation peut espérer jouer un rôle significatif dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest et dans la promotion de la sécurité régionale.

En raison de la nature évolutive des organisations régionales, les évaluations de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest englobent une diversité de perspectives et abordent différents domaines d'intérêt. Ainsi, il est pertinent de présenter un bilan qui reflète à la fois des aspects positifs et négatifs. Pour ce faire, examinons de manière exhaustive les éléments clés fréquemment pris en compte lors de l'analyse du rendement de la CEDEAO.

III- La CEDEAO face aux défis sécuritaires de plus en plus complexes.

La CEDEAO peut relever les défis sécuritaires de plus en plus complexes en adoptant une approche stratégique et en mettant en œuvre un ensemble de mesures coordonnées. Il s'agira d'encourager une coopération renforcée entre ses États membres en matière de sécurité. Cela comprend la création de mécanismes régionaux de partage du renseignement, de coordination militaire, et de mise en commun des ressources pour faire face

[12] Martin Meredith, *The State of AFRICA, A History of Fifty years of Independence*, Simon and Schuster, UK Ltd, 2006, p. 410.

aux menaces transfrontalières. Elle devrait également envisager la mise en place de forces régionales spécialisées pour lutter contre les menaces spécifiques, telles que le terrorisme et l'extrémisme violent. Ces forces pourraient être déployées rapidement en cas de crise et renforceraient la capacité de réaction de l'organisation. La CEDEAO doit continuer à s'engager activement dans la diplomatie préventive et la médiation pour résoudre les conflits existants et prévenir leur escalade. Elle peut jouer un rôle crucial en encourageant le dialogue entre les parties en conflit et en promouvant des accords de paix durables.

Quant au soutien au développement économique et social, il faut noter que les défis sécuritaires sont souvent liés à des problèmes socio-économiques, tels que la pauvreté, le chômage et l'accès limité aux services de base. La CEDEAO devrait, dans ce cas, promouvoir le développement économique et social dans la région pour atténuer les causes profondes des conflits. Si les objectifs sont atteints, surtout à court terme, cela lui permettra d'être efficace quant à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Pour ce faire, la CEDEAO peut renforcer la coopération régionale pour lutter contre les groupes terroristes en collaborant étroitement avec d'autres organisations, telles que le G5 Sahel qui regroupe le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Avec l'éclatement du G5 Sahel, en tant que cadre institutionnel de coordination et de coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, créé en 2014, la CEDEAO peut « récupérer » ces anciens membres qui voient la chose politique autrement et se voient prendre une distance. Il s'agissait des questions liées aux idées ou idéologies politiques dont la mise en pratique fait entorse aux principes de base pour certains. Marcel Prélot et Georges Lescuyer insistent qu'« aucune étude de la politique ne peut ignorer celle des idées »[13]. En conséquence, le G5 Sahel, né en 2014 pour lutter contre le djihadisme, ne compte désormais plus que le Tchad et la Mauritanie. Selon *Jeune Afrique*, Ouagadougou et Niamey annoncent que :

[13] Marcel Prélot et Georges Lescuyer, *Histoire des idées politiques*, Précis Dalloz, Paris, 1990, p. 5.

> L'organisation peine à atteindre ses objectifs ». « Pire, les ambitions légitimes de nos États, à faire de l'espace du G5 Sahel une zone de sécurité et de développement sont contrariées par des lourdeurs institutionnelles, des pesanteurs d'un autre âge qui achèvent de nous convaincre que la voie de l'indépendance et de la dignité sur laquelle nous sommes aujourd'hui engagés, est contraire à la participation au G5 Sahel dans sa forme actuelle », poursuivent-ils. Une coordination efficace est essentielle pour contrer les menaces terroristes[14].

Maintenant que les régimes militaires du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont annoncé dimanche 28 janvier leur retrait immédiat de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, estimant qu'elle était devenue une menace pour les États membres, le doute sur l'organisation mère s'enfonce. C'est pour cela qu'il faut « trouver une solution négociée à l'impasse politique »[15]. Les dirigeants des trois pays du Sahel ont publié une déclaration affirmant qu'il s'agissait d'une « décision souveraine[16]» de quitter la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest « sans délai »[17]. La déclaration commune des dirigeants du Mali, du Burkina Faso et du Niger, critique vivement la CEDEAO, affirmant qu'elle a « trahi ses principes fondateurs » et est devenue « une menace pour les États membres et les peuples » en raison de son manque de soutien dans la lutte contre les djihadistes. Selon cette déclaration, la CEDEAO, influencée par des puissances étrangères, n'a pas apporté l'aide nécessaire pour combattre les insurgés qui ont envahi la région. Le Mali a été frappé par une insurrection djihadiste dès 2012, le Burkina Faso a vu l'émergence de la violence djihadiste en 2015, et le Niger a été de plus en plus affecté par des attaques djihadistes depuis 2015 également. Ces trois pays accusent l'organisation régionale de ne pas avoir répondu de manière adéquate à la menace croissante des groupes armés dans le Sahel. Cette décision pourrait, selon *Jeune Afrique* :

[14]Sébastien Rieussec / AFP : « Après le Mali, le Burkina Faso et le Niger quittent le G5 Sahel » https://www.jeuneafrique.com/1510714/politique/apres-le-mali-le-burkina-faso-et-le-niger-quittent-le-g5-sahel/, 12-12-2023, 20:07

[15] https://www.lefigaro.fr/flash-actu/la-cedeao-prete-a-une-solution-negociee-apres-le-retrait-du-mali-du-burkina-et-du-niger-2024 01 28,

[16] « Sahel : les pays du triumvirat défendent une décision 'souveraine' face aux pressions de la CEDEAO », *Jeune Afrique*, octobre 2023.

[17]https://www.rts.ch/info/monde/14661278-le-burkina-faso-le-mali-et-le-niger-annoncent-quitter-la-communaute-dafrique-de-louest.html.

> Produire des effets considérables, par exemple pour la circulation des biens et des personnes, pour les trois pays concernés, dépourvus d'accès à la mer, et pour la région. Elle suppose des implications sur les exemptions de visa et les exonérations de taxe, avec des retombées sur les prix[18].

La citation met en évidence les conséquences économiques et géopolitiques de la coopération régionale, en particulier pour les pays sahéliens comme le Mali, le Burkina Faso et le Niger, qui sont tous dépourvus d'accès direct à la mer. L'absence d'accès maritime les rend dépendants des infrastructures de transport terrestre et de la coopération régionale pour faciliter la circulation des biens et des personnes. En outre, la suppression des visas et des exonérations fiscales entre ces pays aurait un impact direct sur les coûts commerciaux et les prix des produits, en réduisant les barrières administratives et financières pour le commerce transfrontalier. Cette situation souligne l'importance de politiques régionales coordonnées pour renforcer les liens économiques et soutenir la stabilité dans la région, surtout dans un contexte où la mobilité et l'intégration sont essentielles pour surmonter les défis sécuritaires et socio-économiques. La mise en œuvre de telles politiques pourrait également avoir des retombées positives pour les populations locales en favorisant le commerce, réduisant les coûts et stimulant l'économie régionale

En effet, sur le renforcement des capacités de sécurité, la CEDEAO devrait investir dans la formation et l'équipement de ses forces de sécurité pour les rendre plus efficaces dans la lutte contre les menaces. Cela peut inclure la formation antiterroriste, la cyber-sécurité et la gestion des frontières. La CEDEAO ne doit tolérer, encore moins soutenir, aucune activité susceptible de porter atteinte à la paix et à la sécurité dans la région. Tout soutien aux programmes et politiques de réforme et de gouvernance du secteur de la sécurité (SSRG) doit respecter l'indépendance politique, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale des États membres. L'un des objectifs de la réforme et de gouvernance du secteur de la sécurité de la CEDEAO est de renforcer les capacités des États à répondre aux menaces actuelles et émergentes, et à fournir des services de sécurité et de justice à l'État et à ses populations.

---

[18] *Jeune Afrique*, publié le 28 janvier 2024, https://www.jeuneafrique.com/1530887/politique/le-burkina-faso-le-mali-et-le-niger-se-retirent-de-la-cedeao/.

Promouvoir la résilience communautaire constitue un impératif majeur pour la CEDEAO. Il s'agit d'encourager des initiatives visant à renforcer la capacité des communautés locales à faire face aux menaces sécuritaires. Ces initiatives, qui s'avèrent essentiels, incluent des efforts d'éducation, de sensibilisation à la sécurité et de promotion de la cohésion sociale. Un autre aspect crucial réside dans la nécessité, pour la CEDEAO, de maintenir la transparence dans ses actions liées à la sécurité. C'est en effet « l'une des causes de l'inefficacité des instruments résulte de la non application de ces derniers et d'une certaine complaisance des institutions régionales vis-à-vis des gouvernements des États membres lorsque ces derniers se rendent coupables de comportements contraires aux principes de la communauté ». De plus, elle doit garantir la responsabilité de ses forces de sécurité afin de prévenir tout abus potentiel et de renforcer la confiance au sein des populations locales. En répondant de manière coordonnée à ces défis sécuritaires, la CEDEAO peut assumer un rôle fondamental dans la promotion de la paix, de la stabilité et du développement en Afrique de l'Ouest. La flexibilité et l'adaptabilité constantes des approches de l'organisation en fonction de l'évolution des menaces sont cruciales pour assurer sa crédibilité et son efficacité dans la gestion des conflits régionaux.

CONCLUSION

En définitive, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a parcouru un chemin complexe depuis sa création en 1975. Elle a joué un rôle crucial dans la promotion de la paix, de la stabilité, de la démocratie et du développement économique en Afrique de l'Ouest. Cependant, elle a également été confrontée à des défis considérables, en particulier pour ce qu'est de la gestion des conflits et des menaces sécuritaires croissantes dans la région. Le dilemme constant entre la crédibilité institutionnelle et les défis sécuritaires a mis en lumière la nécessité pour la CEDEAO de trouver un équilibre délicat entre son rôle de médiateur, de promoteur de la démocratie et de garant de la stabilité régionale, et les obstacles sécuritaires qui menacent cette stabilité. La coordination entre les États membres, la gestion des rivalités géopolitiques, la réponse aux groupes armés transnationaux et la préservation de la souveraineté nationale ont été autant de pièges que l'organisation a dû surmonter.

Pourtant, la CEDEAO a également montré sa capacité à s'adapter et à relever ces défis. Elle a contribué à résoudre plusieurs conflits et a favorisé la transition démocratique dans la région. Elle a également pris des mesures pour renforcer la sécurité et la coopération régionales, tout en promouvant le

développement économique. Le chemin à parcourir pour la CEDEAO est encore long, car la région continue de faire face à des menaces sécuritaires diverses, des inégalités de développement et d'autres défis. Cependant, en continuant à renforcer la coordination régionale, à promouvoir la démocratie, à investir dans la sécurité et le développement, et à renforcer sa crédibilité institutionnelle, la CEDEAO peut espérer jouer un rôle essentiel dans la construction d'un avenir plus stable et prospère pour l'Afrique de l'Ouest.

L'expérience de la CEDEAO illustre que la gestion des conflits et des défis sécuritaires dans une région complexe nécessite une approche multifacette, la persévérance et l'engagement à long terme. En fin de compte, l'objectif de la CEDEAO demeure la promotion de la paix, de la stabilité et du bien-être des peuples de l'Afrique de l'Ouest, et c'est sur cette vision qu'elle doit continuer à travailler avec détermination.

BIBLIOGRAPHIE

ANING K. & BAH S., 2009, "ECOWAS and Conflict Prevention in West Africa: Confronting the Triple Threats", *African Security Studies*, 18(1), p. 2-13.

BACH D. C., 1999, *Regionalism in Africa: Integration & Disintegration*, Indiana University Press.

DEBAJO A., 2002, *Building Peace in West Africa: Liberia, Sierra Leone, and Guinea-Bissau*, Lynne Rienner Publishers.

ERO C., 2020, *The Changing Role of ECOWAS in West African Security International*, Peace Institute Policy Papers.

EVANS M., 2012, « Senegal: Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) and Its Impact on Regional Stability », *Journal of Modern African Studies*, 50(3), p. 423-447.

FOUCHER V., 2007, "The Casamance Conflict: A Forgotten Civil War?", *African Affairs*, 106(423), p. 535-562.

FOUCHER V., avril 2013, *Le Sénégal de Wade Face à la Guinée-Bissau : Pays frère, Tuteur ou Hégémonie ?*

FRANCIS D. J., 2009, "Peacekeeping in a Bad Neighborhood: The Economic Community of West African States (ECOWAS)", *in*: *Peace and Security in West Africa. African Journal on Conflict Resolution*, 9(3), p. 87-116.

HARTMANN C., 2017, *ECOWAS and the Restoration of Democracy in the Gambia*. Africa Spectrum, 52(1), 85-99.
https://doi.org/10.1177/000203971705200104.

HURRELL A., 1995, *Regionalism in Theoretical Perspective*, Cambridge University Press.

KODJO A., 2011, Gouvernance régionale et sécurité en Afrique de l'Ouest. L'Harmattan.
KODJO E., 1985, *Et demain l'Afrique*, Paris, Stock.
LAMBERT M., 2016, "Cross-Border Dynamics in the Casamance Conflict: The Role of the Gambia", *African Studies Review*, 59(1), p. 33-55.
MARUT J.-C., 2000, *Rapport WRITENET : Guinée-Bissau et Casamance : Stabilisation et Instabilité*, nº15.
MÉMIER M., 2011, *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal*, In groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité.
MEREDITH M., 2006, *The State of AFRICA, A History of Fifty years of Independence*, Simon and Schuster, UK Ltd.
OLAKOUNLÉ G., 2010, *Le rôle de la CEDEAO dans la gestion des crises politiques et des conflits : cas de la Guinée et de la Guinée-Bissau*, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Régional, Abuja.
Gorée Institute : Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique de l'ouest, 2012.
ONUOHA F., 2013, "Challenges and Opportunities in ECOWAS Security Governance", *Journal of West African Studies*, 15(4), p. 213-236.
PRÉLOT M. et LESCUYER G., 1990, *Histoire des idées politiques*, Précis Dalloz, Paris.
SONKO B., Chargé de Programme, RLS Afrique de l'Ouest : Conflit casamançais : Quels sont les facteurs de blocage depuis que Yaya Jammeh a cédé le pouvoir ?
SOW A., 2017, *Système de conflits et gouvernance sécuritaire en Sénégambie : rôles, responsabilités et perspectives des forces armées et de la CEDEAO*, L'Harmattan, Paris.
Id., 2018, *Postcolonial Mind, Identities and Postcolonial Communication in Africa*, Les impliqués Editeur, Paris.
VEDIE H.-L., 2021, *Forces et faiblesses de la CEDEAO en 2021*, Policy Center for the New South-Maroc.
Commission économique pour l'Afrique, 2017, *Les infrastructures régionales en Afrique de l'Ouest : État des lieux, enjeux et impact sur la zone de libre-échange*, Addis-Abeba, Éthiopie.
Consultation Ressources : Working together for peace, (Mars 2012) : *L'instabilité en Afrique de l'Ouest vue par les populations.*
Rapport sur la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO, nº4, juin 2013.

Rapport Afrique n°234 | 14 avril 2016 : Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest.
Rapport Afrique n°234 | 14 avril 2016 : Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest.
Rapport Afrique n°234 | 14 avril 2016 : Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III): l'Afrique de l'Ouest.
Le Figaro :https://www.lefigaro.fr/flash-actu/la-cedeao-prete-a-une-solution-negociee-apres-le-retrait-du-mali-du-burkina-et-du-niger.
Jeune afrique : https://www.jeuneafrique.com/depeches/111532/politique/guinee-bissau-election-presidentielle-apres-des-assassinats-en-serie-2/